

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 14 septembre 2021

CP2021_09_10
id. 5898

Le 14 septembre 2021, les membres de la commission permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de Monsieur Michel WEILL, Président du Conseil départemental.

*Nombres de membres de la commission permanente : 19
Quorum : 7*

Sont présents :

M. ALBUGUES, M. BELLOC, M. BEQ, M. BERTELLI, M. BESIERS, Mme BOURDONCLE, M. CROS, M. DEPRINCE, M. GONZALEZ, Mme HEULLAND, Mme LE CORRE, M. LOPEZ, Mme MAURIEGE, Mme NEGRE, Mme SARDEING, M. VAISSIERES, M. WEILL

Sont représentés :

Mme SINOPOLI (pouvoir à Mme SARDEING)

Sont absents :

M. DESCAZEAUX

Le quorum légal est atteint, en application de l'article 6 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, modifié par la loi n° 2021-699 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, la commission permanente peut valablement délibérer.

DÉLIBÉRATION

LOGEMENT SOCIAL AIDE EXCEPTIONNELLE AU MAINTIEN À DOMICILE,

À LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ET À LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE ET TRÈS DÉGRADÉ

Le Département de Tarn-et-Garonne a choisi la délégation de compétence pour la gestion des aides à la pierre dans le cadre de la loi du 13 août 2004, dispositions qui concernent aussi bien les logements publics sociaux que le logement privé au travers de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

L'Assemblée départementale, dans sa séance du 1^{er} mars 2007, a décidé de mettre en place un programme exceptionnel d'aide pour le maintien à domicile des propriétaires occupants âgés ou en situation de handicap.

Lors de la réunion consacrée au vote du budget primitif le 24 février 2011, l'Assemblée départementale a décidé d'élargir cette aide à la lutte contre la précarité énergétique dans le cadre du programme " *habiter mieux* " mis en place par l'État.

Lors de la réunion consacrée au vote du budget primitif le 15 mars 2017, l'Assemblée départementale a de nouveau modifié cette politique afin d'aider les propriétaires occupants réalisant des travaux de lutte contre l'habitat dégradé.

Les aides, adossées à celle de l'Anah, accordées dans le cadre de cette nouvelle politique sont les suivantes :

Maintien à domicile : propriétaire occupant âgé de plus de 60 ans et/ou en situation de handicap : aide sous la forme d'une subvention complémentaire d'un montant égal à 10 % de la subvention accordée par l'Anah plafonnée à 500 €.

Lutte contre la précarité énergétique : propriétaire occupant effectuant des travaux d'économies d'énergie permettant d'obtenir un gain énergétique d'au moins 25% : aide sous la forme d'une prime forfaitaire de 500 € pour les propriétaires occupants très modestes et de 300 € pour les propriétaires occupants modestes.

Dans le cas d'un dossier associant les deux thématiques, les deux aides peuvent être cumulées.

Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : propriétaire occupant en centre bourg réalisant des travaux de lutte contre l'habitat dégradé selon les critères fixés par l'Anah : prime de 1 500 € cumulable avec la prime énergétique.

4 listes de dossiers retenus par l'Anah lors des commission locale d'amélioration de l'habitat du 15 avril, du 5 mai et du 23 juin 2021 figurent en annexes.

Ces subventions seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget départemental 2021, article 20422, sous-fonction 72 (APOP).

* Autorisation de programme 2021 n°6872	160 000 €
* Engagement à ce jour	20 220 €
* Engagement à la présente commission	41 712 €
* Disponible	98 068 €

DÉCISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu les délibérations du conseil général du 1^{er} mars 2007 et du 21 avril 2011, et du conseil départemental du 5 avril 2017 relatives aux aides départementales en matière de maintien à domicile, lutte contre la précarité énergétique et lutte contre l'habitat dégradé,

Vu la délibération du conseil départemental du 29 juillet 2021 portant délégation d'attributions à la commission permanente,

Vu les avis émis par la commission locale d'amélioration de l'habitat les 15 avril, 5 mai et 23 juin 2021,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Prend acte, conformément aux tableaux ci-annexés, des décisions d'attribution des subventions crédits agence nationale de l'habitat dans le cadre de la délégation de compétence donnée à Monsieur le Président ;
- Approuve, selon les modalités susvisées, l'attribution des subventions départementales complémentaires aux propriétaires occupants pour un montant total de 41 712 €, selon le détail suivant :

- . maintien à domicile des personnes âgées et handicapées (24 dossiers) : 7 134 € (annexe n°1)
 - . lutte contre la précarité énergétique (63 dossiers) : 28 300 € (annexe n°2)
 - . lutte contre la précarité énergétique et le maintien à domicile (3 dossiers) : 2 478 € (annexe n°3)
 - . lutte contre l'habitat dégradé et contre la précarité énergétique (2 dossiers) : 3 800 € (annexe n°4)
- Précise que le montant total des subventions départementales accordées et réparti comme suit sera prélevé sur les crédits inscrits à cet effet au budget départemental en cours article article 20422, sous-fonction 72 (APOP).

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Michel WEILL